

## **Élections à la mairie de Tokyo : l'autre élection du 7 juillet 2024**

Jean-Yves Colin

9 juillet 2024

## À propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

### **À propos de l'auteur :**

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

## Élection à la mairie de Tokyo : l'autre élection du 7 juillet 2024

En France la campagne électorale à l'Assemblée Nationale a accaparé les observateurs et commentateurs au point de presque faire oublier le scrutin du 4 juillet au Royaume-Uni qui s'est cependant rappelé à eux par l'ampleur de la victoire travailliste et de la déroute des conservateurs ; elle a rejeté dans l'ombre l'élection également du 7 juillet, certes bien lointaine, du maire de Tokyo, aussi dénommé gouverneur en référence au statut particulier de cette métropole (« Tôkyô-tô » en japonais).

Cette élection était loin d'être négligeable. D'une part elle concernait une des plus grandes agglomérations mondiales puisque la population de Tokyo est de près de 14 millions d'habitants, concentre outre les institutions gouvernementales, l'essentiel de l'économie nipponne par ses sièges sociaux d'entreprises et influence grandement la zone urbaine du Grand Tokyo. Cette dernière selon les définitions géographiques et administratives en usage rassemble entre 30 et 40 millions de personnes. La métropole est constituée de 23 arrondissements ainsi que 26 villes, un district rural et plusieurs îles de l'Océan Pacifique. D'autre part et du fait de sa taille la Métropole de Tokyo est la plus grande de l'archipel où un responsable est désigné au suffrage universel direct puisqu'au Japon, démocratie parlementaire, le choix du Premier Ministre résulte des votes internes du parti majoritaire et le plus souvent d'opacques conciliabules du Parti Libéral-Démocrate (PLD).

Alors que 20 candidats s'étaient présentés lors du dernier suffrage en 2020, ce sont cette fois 56 candidats qui pouvaient prétendre accéder au poste de maire. Deux étaient favoris et ont symbolisé la rivalité entre le PLD et l'opposition.

**Koike Yuriko** l'a finalement emporté et gagné un troisième mandat, ayant été élue en 2016 puis réélue en 2020. Elle s'était présentée en 2016 en tant que candidate indépendante sans soutien du PLD qui proposait alors un autre candidat. Elle a créé en 2017 un parti à vocation locale, le « Tomin First no Kai » (ou « parti des citoyens d'abord ») puis le « Kibô no tô » (« parti de l'espoir ») à visée nationale, qui a échoué aux élections générales de la même année. Mme Koike est toutefois proche des milieux conservateurs et du PLD. Née en 1952, elle a débuté sa carrière professionnelle à la chaîne de télévision Nippon Televi où sa connaissance de l'arabe et du monde arabe lui a permis d'interviewer Yasser Arafat et Mouammar Kadhafi. Plus tard en 1992, à une période de crise interne du PLD, elle a entamé une carrière politique en rejoignant les dirigeants voulant réformer le parti de l'extérieur ou de l'intérieur : Hosokawa Morihiro et Kaifu Toshiki qui furent Premiers Ministres, puis Ozawa Ichirô, ancien proche du Premier Ministre Takeshita à la fin des années 1980 et « faiseur de rois » au sein des conservateurs dans les années 1990 sans parvenir au poste de Premier Ministre lui-même. Elle fut ensuite proche des Premiers Ministres Koizumi Junichirô et Abe Shinzo. Elle devint ministre de l'Environnement de 2003 à 2006, ministre chargée d'Okinawa et des Territoires du nord, et brièvement ministre de la Défense. Elle se présenta sans succès en 2008 à la candidature à la

direction du PLD puis après une période d'opposition interne, rejoignit de nouveau Abe Shinzo en 2012. Koike Yuriko est donc une personnalité expérimentée de la vie politique japonaise.

Bien que solidement installée à son poste de maire, sans grave dossier pouvant la mettre en péril et une gestion jugée correcte de la crise du Covid-19 à Tokyo, Mme Koike a dû faire face à une attaque personnelle. Dans sa jeunesse son père l'avait incitée à vivre dans le monde arabe et elle fit notamment des études à l'Université du Caire ; des rumeurs ont circulé sur le fait qu'elle aurait fait état d'un diplôme de cette université qui serait un faux ; elle a donc été accueillie dans ses meetings électoraux par des propos parfois peu aimables de ses concitoyens.

L'autre candidate intéressante était **Murata Renhō** qui a fait carrière politique en utilisant son prénom Renhō sans y associer le nom de son mari. Plus jeune (56 ans) que Koike Yuriko, elle a fait partie de plusieurs partis de centre-gauche, a présidé le Parti démocrate progressiste et a en particulier eu le soutien du Parti Démocratique Constitutionnel (PDC) lors de ce scrutin. Elle a été membre des gouvernements sociaux-démocrates de Kan Naoto et Noda Yoshihiko entre 2011 et 2012. Sa carrière n'est pas sans point commun avec celle de Mme Koike puisqu'après avoir été mannequin à 17 ans, elle fut « talento », c'est-à-dire une personnalité de télévision participant à des « talk-shows » et des jeux, puis journaliste au journal du soir « Station-Eye » de TV Asahi avant de se faire élire à la Chambre haute de la Diète en 2004.

Pour autant son originalité tient surtout aux yeux d'une certaine partie de l'opinion publique qui lui est hostile, à sa double ascendance. Elle est née de père taiwanais et de mère japonaise ; sa grand-mère a été une femme d'affaires dans le Shanghai d'avant-guerre et de l'occupation nipponne. De ce fait elle a longtemps été de nationalité taiwanaise avant de pouvoir prendre en 1985, à 18 ans, la nationalité japonaise après un changement de la législation qui n'autorise cependant pas la double nationalité ; elle a choisi le nom de sa mère et la prononciation japonaise de son prénom chinois. Cette « binationalité » - pour reprendre un vocable récemment apparu dans le débat français – lui est reprochée ; certains l'accusaient de ne pas être une « vraie » japonaise, voire d'être une traître ou une espionne chinoise et d'avoir étudié le chinois à Pékin de 1995 à 1997 (bien qu'ayant fait ses études à Aoyama Gakuin), ou reprenaient son nom paternel Hsie Lien-fang pour la décrédibiliser. D'autre lui reprochaient de manquer de personnalité au fond et de n'être qu'une vedette médiatique.

Parmi les 54 autres candidats, un s'est distingué néanmoins et a créé la surprise. Il s'agit de **Ishimaru Shinji**, 41 ans, opérateur du marché obligataire japonais dans le groupe bancaire MUFG (Mitsubishi), maire de la ville de Akitakata dans la préfecture de Hiroshima. Candidat indépendant, il a indiqué lors de sa déclaration de candidature vouloir « secouer Tokyo pour changer le Japon » et travailler avec les autres préfectures pour revitaliser les territoires. Il a su attirer un électorat jeune notamment par ses éclats avec les membres du conseil municipal de sa ville et ses interventions sur YouTube. Sa nouveauté lui a fait gagner une troisième place, devançant donc Renho, sans doute grâce à des électeurs hostiles à Mmes Koike et Renho, ou désireux de changement ou de dépassement de clivages politiques.

Les autres candidats à cette élection étaient caractérisés par un manque de sérieux qui est malheureusement une dérive de la vie politique nipponne. Ainsi un candidat était habillé et grimé comme le personnage

psychotique du film « Le Joker » ; il a prôné la légalisation du cannabis et la polygamie pour relancer les naissances. Un autre s'habillait en samouraï pour prétendument défendre les valeurs des samouraïs. Le parti anti-NHK qui demande l'abolition de la redevance télévisuelle avait loué des panneaux d'affichage (coût fixé à 3 millions de yens, soit environ 18 000 euros pour dissuader les candidatures fantaisistes) ...et les sous-louait à des fins commerciales en exploitant une faille réglementaire.

Derrière ce scrutin pour la mairie de Tokyo, se profile une autre élection, celle de président du PLD qui se tiendra en septembre. Le Premier Ministre actuel Kishida Fumio, en poste depuis plus de 1000 jours désormais, est menacé de ne pas être reconduit à cette fonction, et donc à celle de chef de gouvernement en raison des difficultés de son gouvernement et de la chute de sa popularité qui en résulte. Début juin, le taux de soutien du gouvernement était tombé à 21 % alors qu'il était autour de 40 % jusqu'en septembre 2023 et son taux de désapprobation atteignait 60 % ; celui de soutien au LPD était de 25,5 % en chute de près de 16 % depuis l'accession au pouvoir de Kishida Fumio il y a trois ans même si le PDC, son principal concurrent, n'en profite quasiment pas. Ce recul du Premier Ministre est très fortement lié au scandale relatif aux ressources financières non fiscalement déclarées des factions de ce parti et l'adoption récente d'une nouvelle loi sur le financement des partis politiques n'a pas modifié l'état d'esprit des Japonais dont plus de 40 % déclarent ne soutenir aucun parti. D'autres événements comme plusieurs revers électoraux locaux, les difficultés de mise en place du dispositif « My number » d'identification des Japonais (identité et sécurité sociale) en 2023 ou plus récemment la chute du yen (un euro vaut environ 174 yens et un USD plus de 160 yens) sans que les autorités ne puissent l'endiguer ne facilitent pas la tâche du Premier Ministre qui compte beaucoup sur sa politique étrangère pour conforter sa position. D'ores et déjà le ministre du Numérique Kono Taro, membre de la faction dirigée par Aso Taro, vice-président et homme fort du LDP, et l'ancien ministre de la Défense Ishiba Shigeru cherchent à rassembler les soutiens de députés qui craignent de perdre leurs circonscriptions électorales. Tous deux ont déjà essayé dans le passé d'obtenir la direction du parti (2009 et 2021 pour le premier, 2012, 2018 et 2020 pour le second). De plus Suga Yoshihide, prédécesseur de Kishida Fumio, qui peut non sans raison penser avoir été évincé par lui, paraît désireux de l'empêcher d'être reconduit. D'autres candidats sont possibles comme Takaichi Sanae qui fut très proche de Abe Shinzo et Motegi Yoshimitsu actuel secrétaire général du parti.

Cette élection à la tête de la mairie de Tokyo avait des enjeux locaux et implicitement nationaux en ce sens qu'une défaite de Mme Koike aurait été de très mauvais augure pour le PLD. Sa victoire est donc un soulagement même si le recul du PLD dans certains arrondissements est un avertissement. Quant à la Métropole de Tokyo, le défi posé à Mme Koike pour son troisième mandat tient d'abord à la démographie de la ville qui la transforme progressivement : certains projets de développement urbain contestés, un taux de fécondité très bas (0,99), un vieillissement des résidents, une « gentrification » qui voit le retour des populations aisées depuis les années 1990, soucieuses d'éviter de longs transports, et après la baisse des « décennies perdues » une hausse des prix de l'immobilier, accentuée par des investissements étrangers, et une érosion progressive des habitants les moins aisés.